



HAL
open science

Dépatrimonialisation et repatrimonialisation des mémoires coloniales locales. L'exemple de l'ancien territoire à bail de Guangzhouwan à Zhanjiang, Chine

Shanshan Zheng, Ziqi Wu

► **To cite this version:**

Shanshan Zheng, Ziqi Wu. Dépatrimonialisation et repatrimonialisation des mémoires coloniales locales. L'exemple de l'ancien territoire à bail de Guangzhouwan à Zhanjiang, Chine. *Revue d'histoire culturelle. XVIIIe-XXIe siècles*, 2024, 9, 10.4000/13212 . hal-04883651

HAL Id: hal-04883651

<https://hal.science/hal-04883651v1>

Submitted on 13 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Revue d'histoire culturelle

XVIIIe-XXIe siècles

9 | 2024

Le patrimoine colonial urbain, une histoire mémorielle (1945-2024)

Dossier - Le patrimoine colonial urbain, une histoire mémorielle (1945-2024)

Dépatrimonialisation et repatrimonialisation des mémoires coloniales locales

L'exemple de l'ancien territoire à bail de Guangzhouwan à Zhanjiang, Chine

The deheritagization et reheritagization of local colonial memories. The case study of the leasehold territory of Guangzhouwan in Zhanjiang, China

SHANSHAN ZHENG ET ZIQI WU

<https://doi.org/10.4000/13212>

Résumés

Français English

Cet article explore, à travers une étude de cas, les formes et dynamiques de dé-patrimonialisation et de repatrimonialisation des mémoires coloniales au niveau local en Chine. Depuis les années 1990, la gestion des espaces coloniaux est devenue cruciale pour la valorisation patrimoniale et le développement local. Cette étude se concentre sur l'héritage colonial de Guangzhouwan dans les districts de Chikan et Xiashan, à Zhanjiang. Nous tentons de comprendre comment les héritages coloniaux, initialement perçus comme des mémoires « négatives », ont été progressivement transformés en atouts touristiques et culturels. L'étude examine les trajectoires de dépatrimonialisation et de repatrimonialisation en s'appuyant sur des enquêtes de terrain et des entretiens pour recueillir des témoignages oraux, réalisés entre 2013 et 2023, ainsi que sur l'analyse de divers documents d'archives couvrant la période de 1898 à 2024.

This article examines the forms and dynamics of deheritagization and reheritagization of colonial memories at the local level in China through a case study. Since the 1990s, the management of colonial spaces has become crucial for heritage valorization and local development. Focusing on the colonial heritage of Guangzhouwan in the Chikan and Xiashan districts of Zhanjiang, this



study explores how colonial memories, once viewed as “negative”, have gradually been transformed into cultural and tourism assets. Based on research materials gathered through field investigations and interviews conducted between 2013 and 2023, along with archival documents spanning from 1898 to 2024, this article traces the shifting perception and uses of this colonial heritage.

Entrées d'index

Mots-clés : dépatrimonialisation, repatrimonialisation, mémoires coloniales, territoire à bail de Guangzhouwan, Zhanjiang

Keywords: deheritagization, reheritagization, colonial memories, leasehold territory of Guangzhouwan, Zhanjiang

Texte intégral

1 Depuis les années 1980, la patrimonialisation des sites¹ et des pratiques² s'est particulièrement accentuée en Chine, à la suite de l'adoption des normes internationales de protection du patrimoine culturel. Cela inclut notamment la « Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel » de 1972 et la « Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003³. Les efforts gouvernementaux⁴ ont donné lieu à un « mouvement social »⁵ mobilisant un large éventail d'acteurs, allant des institutions gouvernementales aux communautés locales. Cependant, au sein de cette « fièvre du patrimoine » (*yichan re* 遗产热), les héritages liés aux histoires conflictuelles ou aux souffrances du passé dans les sociétés post-coloniales suscitent une ambivalence. Ces mémoires sont soit valorisées comme des éléments essentiels de l'identité nationale et culturelle, soit marginalisées et perçues comme des symboles d'oppression que certains souhaiteraient rejeter, en fonction des spécificités locales en termes de gestion de l'espace colonial⁶. Cette ambivalence de la patrimonialisation est un phénomène global dans les sociétés post-coloniales, où les trajectoires et expériences des acteurs en situation patrimoniale sont complexes et influencées par divers facteurs sociaux, économiques, politiques et personnels, où chaque ville pourrait présenter une dynamique patrimoniale spécifique⁷.

2 Dans le cadre de l'urbanisme chinois depuis les années 1980, la gestion de l'espace colonial revêt une importance cruciale pour la valorisation patrimoniale et le développement local. Par exemple, des villes comme Shanghai⁸, Qingdao⁹ et Tianjin¹⁰ illustrent comment les héritages coloniaux ont été transformés en atouts touristiques et culturels, témoignant d'une intégration de l'architecture coloniale dans un cadre urbain moderne et dynamique. Ces exemples montrent une tendance générale à valoriser l'héritage colonial dans des contextes urbains florissants.

3 Cependant, l'ancien territoire à bail français de Guangzhouwan 广州湾¹¹ de 1898 à 1945¹², aujourd'hui partie de la ville-préfecture de Zhanjiang 湛江 dans la province du Guangdong, représente un cas singulier. Contrairement aux grandes métropoles, la trajectoire patrimoniale de Guangzhouwan est façonnée par un contexte socio-économique local spécifique qui ne suit pas nécessairement le modèle de développement observé ailleurs en Chine. Ici, la patrimonialisation des mémoires coloniales est influencée par des dynamiques locales distinctes, ce qui en fait un exemple unique au sein du paysage patrimonial chinois.

4 Entre les années 1980 et 2000, malgré l'inscription d'une vingtaine de sites et bâtiments témoignant de la période de l'occupation française, sur les listes des « sites historiques et culturels protégés » (*wenwu baohu danwei* 文物保护单位) aux niveaux national, provincial et préfectoral¹³, Zhanjiang n'a pas réussi à intégrer son passé



colonial français dans sa stratégie de développement urbain. Cela résulte principalement de son statut de « zone économique défavorisée » au sein de la province du Guangdong, ainsi que de l'attitude ambivalente du gouvernement local, qui percevait ce patrimoine sous une connotation « négative ».

5 D'une part, alors que dans d'autres villes chinoises, l'urbanisation accélérée a fréquemment entraîné la destruction de quartiers historiques et de monuments au profit de projets immobiliers et commerciaux, les défis économiques de Zhanjiang ont permis de préserver ses structures historiques, notamment dans le centre-ville. D'autre part, l'autorité locale est confrontée à un paradoxe patrimonial de deux récits contradictoires sur son histoire coloniale : l'un promouvant un discours patriotique émergé depuis la période républicaine (1912-1949) qui met en valeur les mémoires des luttes locales contre l'invasion et la colonisation, l'autre s'alignant sur le « nouvel ordre patrimonial mondial »¹⁴ élaboré par l'UNESCO, qui encourage la reconnaissance et la préservation du patrimoine colonial, tout en tenant compte des réalités politiques, diplomatiques et économiques actuelles. La tension entre ces deux perspectives – les sentiments complexes de la population locale à l'égard d'une longue période d'occupation et une approche plus conciliatrice et orientée vers le développement de cet héritage – caractérise la patrimonialisation des mémoires coloniales locales.

6 Dans cet article, en prenant pour exemple l'héritage colonial de Guangzhouwan dans les deux districts de Zhanjiang : Chikan 赤坎 et Xiashan 霞山, nous explorons les « expériences dé-patrimoniales »¹⁵ dans le contexte chinois, en définissant la dépatrimonialisation comme le processus par lequel des éléments auparavant considérés comme patrimoine affaiblissent ce statut par des choix délibérés. Nous aborderons cette notion à travers différentes formes de « ne-pas-faire » ou, plus explicitement, de « défaire du patrimoine »¹⁶. Ces phénomènes sont observables durant et après le classement de sites et de bâtiments par des acteurs institutionnels dans le cas de Zhanjiang, où l'absence de valorisation ou l'abandon peut signifier une dépatrimonialisation.

7 Si, avant le XXI^e siècle, les premières initiatives de patrimonialisation et de préservation des mémoires coloniales ont été exclusivement dirigées par l'État chinois¹⁷, l'avènement de la « nouvelle catégorie du patrimoine culturel immatériel »¹⁸ et l'élaboration du principe de « participation des communautés locales »¹⁹ ont encouragé une plus grande implication des acteurs locaux dans la valorisation de leur propre héritage, comme cela a été remarqué à Zhanjiang. Dans ce contexte, les discours et les actions des chercheurs locaux, des associations, des entreprises et des individus participent à la transformation de la scène patrimoniale locale. Ils repatrimonialisent et revalorisent le patrimoine colonial, qui avait été négligé ou déclassé par les autorités locales. Ainsi, ce processus de repatrimonialisation illustre l'émergence de nouvelles formes de réappropriation et de mise en valeur du patrimoine colonial.

8 Pour construire une compréhension plus profonde et contextualisée des processus de dépatrimonialisation et de repatrimonialisation à l'échelle locale, il est essentiel de porter un regard réflexif sur la méthodologie de recherche utilisée. Formés en anthropologie et en histoire, nous bénéficions de perspectives diverses qui enrichissent nos analyses. La méthodologie de cette étude repose sur une combinaison de collecte de sources primaires et documentaires. La collecte de données sur le terrain, réalisée entre 2015 et 2019, a inclus des observations participantes et des entretiens approfondis avec une variété d'acteurs institutionnels et locaux au sein des communautés locales de vingt-cinq villages sous la juridiction de Zhanjiang, notamment ceux situés dans la zone urbaine, afin de saisir les dynamiques patrimoniales à l'œuvre. Les témoignages sur l'histoire de Guangzhouwan ont été collectés entre 2013 et 2023, totalisant plus de 200 entretiens. Les sources documentaires pour la recherche historique se concentrent sur



le patrimoine bâti des quartiers, s'appuyant sur une variété de documents d'archives, incluant des rapports coloniaux, des correspondances entre fonctionnaires coloniaux, et des documents officiels (tant du côté français que chinois). Les visites aux Archives nationales d'outre-mer en France en 2017, 2019 et 2023, ainsi qu'au Centre n° 1 des Archives nationales du Vietnam et à la bibliothèque municipale de Zhanjiang en 2022, ont été cruciales pour recueillir des sources précieuses. De plus, reconnaissant le rôle de plus en plus prépondérant du numérique dans la société contemporaine, cette étude s'est également enrichie d'une ethnographie des espaces virtuels, réalisée entre 2020 et 2022, principalement sur WeChat (*weixin* 微信)²⁰, afin de prendre en compte l'impact de l'utilisation de cette plateforme de réseaux sociaux dans le rééquilibrage des rapports de pouvoir entre les acteurs du processus de patrimonialisation.

9 En outre, il est nécessaire de souligner les perspectives nuancées des deux auteurs de cette étude. L'un originaire de Zhanjiang, a été profondément impliqué dans ces processus de patrimonialisation en tant qu'acteur clé. L'autre, provenant de Pékin, se positionne comme observatrice externe, ce qui lui permet d'apporter une vision critique des dynamiques patrimoniales locales. Cette dualité de perspective complémentaire enrichit l'analyse en combinant une compréhension interne avec une analyse distanciée.

Le paysage du patrimoine colonial de Zhanjiang

Carte 1. Localisation de la ville-préfecture de Zhanjiang, ©d-map (Adaptation : Shanshan Zheng)



Adaptation Shanshan Zheng

Carte 2. Territoire à bail de Kouang-Tchéou-Wan (1898-1946). Dressé par le Service géographique de l'Indo-Chine, 1908.





Source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France (Adaptation : Shanshan Zheng).

- 10 Guangzhouwan, le seul territoire à bail français en Chine durant la première moitié du XX^e siècle, est l'ancêtre de l'actuelle ville de Zhanjiang (Cf. Carte 1). Fort-Bayard (*Xiying* 西营 ou *Baiyate cheng* 白雅特城), le principal centre urbain et siège administratif de l'époque, qui correspond aujourd'hui au district de Xiashan²¹, ainsi que Chikan, ancien centre commercial portuaire, affichaient un style français prononcé (Cf. Carte 2).

Un aperçu historique de deux districts à l'époque de Guangzhouwan

- 11 À Fort-Bayard, dès les années 1920, les administrateurs en chef Jean-Félix Krautheimer (1874 –1943) et Paul Blanchard de la Brosse (1872 –1945), en poste de 1919 à 1926, ont promu le développement moderne de Guangzhouwan dans le cadre de leur « mission civilisatrice »²², visant à renforcer la légitimité de leur règne colonial. De nombreux bâtiments publics, comme des bureaux, écoles, hôpitaux, et banques ont été érigés, conférant à la zone une envergure significative. Fort-Bayard a été aménagé selon les principes de l'urbanisme français, avec de nombreuses rues portant les noms de personnalités politiques françaises, de héros de guerre et de lieux géographiques, illustrant ainsi les symboles de pouvoir du colonialisme²³(Cf. Fig. 1). Chikan, de son côté, avait une position commerciale stratégique dès la fin du XVIII^e siècle²⁴, attirant les commerçants du sud-ouest de la Chine grâce à ses conditions portuaires avantageuses (Cf. Fig. 2). Contrairement à Fort-Bayard, Chikan a conservé une certaine autonomie sous l'administration française, avec un conseil municipal chinois et la Chambre de commerce de Guangzhouwan (*guangzhouwan shangshui* 广州湾商会) établie en 1917²⁵.

Fig.1 Vue d'une rue à Fort-Bayard dans les années 1930





Collection de Joel Montague.

Fig. 2 Les structures commerciales au port de Chikan, dans les années 1920



Collection de Antoine Vannière.

- ¹² Après la Seconde Guerre mondiale en 1945, lorsque la France a restitué Guangzhouwan à la République de Chine, la nouvelle ville de Zhanjiang a hérité des infrastructures coloniales²⁶. Toutefois, tant sous le Guomindang 国民党 (le parti nationaliste, 1945-1949) que sous le régime communiste (à partir de 1949)²⁷, les autorités locales ont cherché à effacer les traces de l'administration coloniale française.

Premières démarches de patrimonialisation

- ¹³ L'introduction en Chine de l'idée de protection du « patrimoine culturel » (*wenhua yichan* 文化遗产) s'était déjà déployée depuis la fin de l'ère impériale (jusqu'à 1911) sous les différents régimes au pouvoir. Avec la fondation de la République populaire de Chine en 1949, les premières listes de « sites historiques et culturels protégés » ont été établies aux niveaux national, provincial²⁸ et préfectoral²⁹. La première liste nationale l'a été en 1961 par le Ministère de la Culture, suivie par des listes propres à la province du



Guangdong et à la ville-préfecture de Zhanjiang respectivement en 1962 et 1986.

Tableau 1. Sites et bâtiments historiques de Guangzhouwan dans les districts de Chikan et Xiashan classés comme « sites historiques et culturels protégés »

District	Niveau de liste	Site/bâtiment	Année de construction	Année d'inscription
Chikan	Préfectoral	1. Pont Cunjin ³⁰	1925	1986
		2. Siège de la chambre de commerce de Guangzhouwan	Idem	1991
		3. Maison commémorative de Yang Yisan	1934	2010
		4. Hôtel Jianshe	Période républicaine (1912-1949)	2015
		5. Jardin de la sérénité	Idem	Idem
		6. Grand hôtel Nanhua	Idem	Idem
		7. Ancien siège de la Société Sanyou	Idem	Idem
Xiashan	National	8. Anciens sites du Bureaux du Territoire français et du quartier général des forces françaises de Guangzhouwan ³¹	1903 et 1905	2013
	Provincial	9. Ancien site du serment de résistance contre les Français du Temple de Shanglin	1659 ; restauré et reconstruit en 1983, 1993 et 1994	1961
		10. Ancien site du serment de résistance contre les Français du peuple de Nanliu	Idem	1978
	Préfectoral	11. Ancien site du serment de résistance contre les Français du Temple de Xiangu	1898	2008
		12. Ancien site du serment de résistance contre les Français du Palais de Xinluo	Idem	Idem
		13. Ancien site du serment de résistance contre les Français du Port de Haitou	Idem	2010
		14. Église Notre-Dame des victoires	1903	1991

Sources : www.zhanjiang.gov.cn ; www.gd.gov.cn ; www.gov.cn (consulté le 15 juillet 2024)

14

Tout au long du processus de patrimonialisation des sites et bâtiments liés à l'histoire coloniale de Guangzhouwan amorcé dans les années 1960, le discours résistantialiste et anti-impérialiste a été largement mis en avant. Ce discours avait pour objectif de forger une identité nationale solide entre 1960 et 1990. En valorisant les épisodes de lutte du



peuple chinois contre les forces impérialistes et coloniales, ce discours avait pour objectif de forger entre 1960 et 1990 l'unité nationale en consolidant un récit nationaliste commun. Sous l'influence de ces orientations étatiques, comme le montre le Tableau 1, parmi les quatorze sites historiques de Guangzhouwan classés à Chikan et Xiashan entre 1961 et 2013, la moitié (n° 1, 8-13) est directement associée à ces mémoires patriotiques de l'époque coloniale, tandis que de nombreux bâtiments de style français ont été démolis ou réaménagés.

15 Le classement de ces sites révolutionnaires dans les années 1960 illustre les premiers pas du régime communiste en matière de politique patrimoniale, marqués par l'établissement d'une hiérarchie dans la sélection et la classification des sites historiques. La première liste nationale des « sites historiques et culturels majeurs protégés » (Cf.1961b), définissait six catégories³². Les « sites historiques et monuments révolutionnaires » (*gemingyizhi ji geming jinian jianzhuwu* 革命遗址及革命纪念建筑物) figuraient en tête de cette classification, soulignant la priorité accordée à la mémoire révolutionnaire. Ce n'est qu'à partir des années 1990, période marquée par ce qu'on a appelé la première « fièvre de la nomination aux sites du patrimoine » (*shen yi re* 申遗热), que les sites liés à l'histoire coloniale non révolutionnaire ont commencé à être reconnus, classés et restaurés. Parmi ceux-ci, le siège de la chambre de commerce de Guangzhouwan (*guangzhouwan shanghui huizhi* 广州湾商会会址, n° 2) et l'Église Notre-Dame des victoires (*xiashan tianzhujiaotang* 霞山天主教堂, n° 14) illustrent les particularités de la trajectoire patrimoniale à Zhanjiang.

16 Le premier, construit entre 1923 et 1925, était l'édifice moderne le plus luxueux de Chikan, inspiré des beffrois français (Cf. Fig. 3). L'Église gothique, construite à Xiashan entre 1900 et 1903 sous la direction du prêtre français Auguste Ferrand (1884-1906), a subi des dommages avant d'être restaurée. Le bâtiment de la chambre de commerce, sous l'administration de la Fédération de l'industrie et du commerce de Zhanjiang (*zhanjiangshi gongshanglian* 湛江市工商联), est resté inactif et s'est détérioré jusqu'aux années 2000. L'Église Notre-Dame des victoires (Cf. Fig.4), fermée et endommagée durant la Révolution culturelle (1966-1976), a été restaurée dans les années 1980 après une réclamation d'une compagnie pétrolière étrangère. Le gouvernement central a octroyé 80 000 yuans³³ pour sa restauration, et Li He 李河 (1929-2020), ancien président d'honneur de l'Association patriotique catholique de Zhanjiang ³⁴(*tianzhujiao aiguo xiehui* 天主教爱国协会) a supervisé les travaux de restauration et la reprise des activités religieuses³⁵. L'Église a rouvert en décembre 1984.

17 Ces deux bâtiments ont été inscrits sur la même liste des « sites historiques et culturels protégés » de Zhanjiang en 1991, mais ils ont suivi des trajectoires de patrimonialisation distinctes. Le classement du premier bâtiment peut être interprété comme le résultat d'un consensus général, fondé sur la reconnaissance d'une valeur culturelle et historique largement partagée. En revanche, la valorisation du second a été principalement motivée par des considérations économiques et religieuses. Cette tension met en lumière l'évolution politique de la patrimonialisation, où les décisions de classement et de conservation des autorités ne sont plus seulement guidées par des critères culturels ou historiques alignés avec les idéologies politiques de l'État, mais sont également influencées par des stratégies de développement local et par les objectifs de l'administration religieuse. À partir des années 1990, il devient évident que le patrimoine, loin d'être uniquement un instrument politique étatique destiné à façonner la mémoire collective nationale, est également utilisé pour légitimer certaines orientations économiques et religieuses tout en renforçant l'identité locale dans un contexte de modernisation. Nous explorerons le devenir du patrimoine bâti colonial après son classement, en tenant compte de ces enjeux multiples.



Fig. 3, Photo commémorative de l'inauguration de la chambre de commerce de Guangzhouwan, 1925



Revue décadaire des faits commerciaux de la chambre de commerce de Kouang-Tchéou-Wan, 1929.

Fig. 4 L'église de Notre-Dame des victoires, 1910





Source : drouot.com

Les diverses formes de dépatrimonialisation des mémoires coloniales par les acteurs institutionnels

- 18 Le 18 février 2016, vers 15h, lors d'une réunion sur la patrimonialisation des pratiques festives locales dans un village du district de Chikan, organisée par la Société d'étude de la culture folklorique de Zhanjiang (*zhanjiang minsu wenhua yanjiuhui* 湛江民俗文化研究会) dont le président est l'ancien directeur de la maison de la culture de Zhanjiang, un ensemble d'acteurs s'est réuni. Parmi eux, se trouvaient des experts en



patrimoine de renommée nationale, des cadres de l'administration culturelle locale, des chercheurs locaux, ainsi que des représentants des villageois, avec la presse locale en observatrice. Bien que non ouvert au public, cet événement illustre ce qu'on pourrait appeler une « chaîne patrimoniale »³⁶ ou une « arène patrimoniale »³⁷, où les relations entre les divers acteurs sont à la fois dynamiques et complexes.

19 Le pouvoir de patrimonialiser les ressources locales repose principalement entre les mains des acteurs étatiques, en particulier les administrations à différentes échelles, qui agissent comme gestionnaires et décideurs des initiatives patrimoniales officielles. Ces administrations sont soutenues par des experts nationaux reconnus qui jouent souvent un rôle de conseillers politiques de l'État dans l'élaboration des politiques patrimoniales. Les chercheurs locaux, qu'ils soient universitaires ou anciens cadres de l'administration locale, participent également au processus de patrimonialisation. Cependant, leur rôle reste généralement subordonné aux décisions et à la gestion des acteurs étatiques. Bien qu'ils puissent initier ou contribuer activement à la démarche, ils opèrent sous l'autorité et la direction des administrations publiques, en fonction des objectifs politiques, culturels, économiques ou religieux définis par l'État.

20 Ainsi, la patrimonialisation a créé, au sein de la société chinoise, des asymétries politiques et sociales parmi ces acteurs³⁸, entraînant également un déséquilibre de pouvoir dans le processus de dépatrimonialisation. Cette hiérarchie met en évidence les aspects collaboratifs et conflictuels de la gestion du patrimoine. À travers l'examen des trajectoires patrimoniales des sites historiques coloniaux de Zhanjiang, durant et après leur classement, nous tenterons de présenter les différentes formes de dépatrimonialisation orchestrées par les acteurs institutionnels, notamment les administrations locales, sur le terrain de Zhanjiang.

La « mise en mémoire » de l'histoire coloniale

21 Lors de la première démarche patrimoniale dans les années 1960, sous l'égide de l'idéologie politique révolutionnaire de l'époque, les autorités locales ont opéré une sélection ciblée des mémoires résistancialistes et anti-impérialistes à valoriser en tant que patrimoine. En revanche, d'autres aspects de l'héritage colonial, qui n'étaient pas directement liés à ces récits nationalistes et patriotiques, et qui reflétaient une période de collaboration ou d'échanges mutuels entre les locaux et les colonisateurs, ont été négligés voire délibérément occultés. Par exemple, de nombreux bâtiments coloniaux français à Zhanjiang, qui auraient pu témoigner de l'architecture, de l'urbanisme, et des échanges culturels de l'époque, ont été laissés à l'abandon ou transformés sans égard pour leur valeur historique.

22 Les entretiens menés avec des témoins de l'histoire coloniale, notamment ceux qui ont été acteurs institutionnels locaux dans la reconnaissance patrimoniale avant les années 1990, révèlent les tensions internes concernant le destin de ces bâtiments. Par exemple, Zhu Yu 祝宇(1933 – 2021), ancien directeur du Bureau de la culture de Zhanjiang (1984 – 1993) a relaté ses efforts en 1985 pour protéger l'ancien site du Bureau du Territoire (*faguo gongshishu jiuuzhi* 法国公使署旧址) de la démolition envisagée par le gouvernement municipal de Zhanjiang pour construire des logements de fonctionnaires³⁹. Grâce à ses initiatives, le site a pu être ultérieurement identifié comme monument historique protégé.

23 Cette « mise en mémoire »⁴⁰ a non seulement influencé la perception de l'histoire coloniale, mais aussi instauré une hiérarchisation du patrimoine. La sélection des bâtiments à préserver dépendait de leur conformité aux discours dominants. Cette approche déterminait quels bâtiments étaient jugés dignes de préservation et le niveau



de soins qu'ils recevraient. Cependant, des traitements patrimoniaux inappropriés ont également contribué à la dévalorisation de certains éléments du patrimoine, affaiblissant ainsi leur reconnaissance et leur importance historique.

La mésidentification du patrimoine bâti

- 24 En 2013, les « anciens sites des Bureaux du Territoire français et du quartier général des forces françaises de Guangzhouwan » (*guangzhouwan faguo gongshishu jiuuzhi he fajun guangzhouwan zhihui bu jiuuzhi* 广州湾法国公使署旧址和法军广州湾指挥部旧址) ont été classés parmi les « sites historiques et culturels majeurs protégés » au niveau national. Ces deux édifices, vestiges importants de Fort-Bayard, sont situés dans le district de Xiashan, de part et d'autre de l'intersection entre l'Avenue Haibin du sud et la Rue Yan'an (Cf. Carte 4).
- 25 Le bâtiment désigné comme les « Bureaux du Territoire », indiqués sur la carte de 1928 (à gauche) correspond à l'édifice A (à droite). Selon les études récentes⁴¹, ce bâtiment était le plus haut organe administratif du territoire, avec des preuves claires concernant son nom et sa fonction (Cf. Fig.5). En revanche, le bâtiment situé au sud, nommé « Ancien site du quartier général des forces françaises de Guangzhouwan » (B), soulève des doutes quant à son utilisation, sa désignation et sa date de construction. Le document de candidature pour le classement de ce site indique qu'il a été construit en 1905 sous le nom de « Bâtiment à la robe verte » (*liuyilou* 绿衣楼) et utilisé initialement comme commissariat de police, puis comme quartier général durant l'occupation japonaise, avant de redevenir un commissariat après la guerre de Libération. Après la fondation de la République populaire de Chine, il a été transformé en bureau de la sécurité publique, fonction qu'il occupe encore aujourd'hui. Cependant, les études récentes⁴² révèlent que ce bâtiment, prétendument construit en 1905, correspondrait en réalité à la résidence de l'administrateur-en-chef de Guangzhouwan, érigée en 1921 et identifiée sur la carte de 1928 comme la « Résidence » lors de sa première inscription sur la liste nationale de « sites historiques et culturels protégés » en 2013 (Cf. Carte 3). Aujourd'hui, malgré son potentiel historique, avec cette mésidentification officielle sur la liste du patrimoine, il n'a toujours pas bénéficié des restaurations nécessaires et attend des mesures de revalorisation et de protection adéquates.
- 26 Cette situation soulève une préoccupation majeure : une mésidentification patrimoniale peut entraîner une protection inadéquate, qui pourrait, en fin de compte, équivaloir à une destruction du patrimoine bâti. Sans interventions appropriées, les structures historiques risquent de subir des détériorations irréversibles, compromettant leur intégrité et leur valeur.

Carte 3 Localisation de deux bâtiments sur les cartes de 1928





(à gauche, © Cai Weizhe) et de 2024 (à droite, © Google map, adaptation : Cai Weizhe)

Fig.5 Bureaux du territoire à Fort-Bayard dans les années 1920



Collection de Antoine Vannière

Quand restaurer rime avec détruire...

- 27 En octobre 2021, un article intitulé « Pourquoi Xiashan a-t-il suspendu les travaux de restauration de l'ancien site du Bureau de poste de Xiying ? Il s'avère que[...] », a été publié dans le *Quotidien de Zhanjiang*. Ce bâtiment est l'une des premières constructions françaises encore préservées à Zhanjiang. Classé comme bien culturel immobilier du district de Xiashan en 2011, il a fait l'objet des travaux préliminaires de rénovation depuis 2014, dans le but de « renforcer la protection et la valorisation des biens culturels, et de promouvoir le développement culturel et touristique du district ».



En 2020, un plan de rénovation élaboré par une entreprise locale et validé par un comité d'experts locaux a été mis en œuvre, avec l'objectif de transformer le bâtiment en musée du District de Xiashan. Cependant, au cours des travaux, les habitants et de jeunes chercheurs locaux ont rapidement constaté que la rénovation s'éloignait considérablement de l'architecture originale⁴³ (Cf. Fig. 6 et 7), ce qui a suscité de vifs débats sur les réseaux sociaux. En particulier, ils ont souligné que la technique de construction, importée d'Occident et utilisée dès le début du XX^e siècle, constitue un élément distinctif de cet édifice. Bien que rare dans l'architecture moderne chinoise, elle représente une caractéristique emblématique de l'héritage architectural de style français dans le district de Xiashan. Pourtant, des éléments architecturaux importants, tels que les arcs, les colonnes murales et les moulures, ont été ignorés et démolis durant ces travaux de restauration⁴⁴. On peut alors se demander comment un chantier aussi entaché d'erreurs et en violation manifeste du principe de « non-modification de l'état original » inscrit dans la réglementation étatique⁴⁵ a pu être validé par le comité d'experts local et les administrations locales ?

28 Ce cas de dépatrimonialisation, justifié par le développement touristique, révèle une nouvelle tension interne au sein de la société locale. Alors que la reconnaissance patrimoniale s'est longtemps faite à travers le prisme résistancialiste et anti-impérialiste avant les années 1990, on observe une transition dans l'approche de l'État : d'un recentrage du récit historique sur le nationalisme à une prise en compte des considérations économiques liées à l'héritage colonial. Si cette orientation étatique a souvent répondu aux aspirations d'une population urbaine en plein essor économique dans d'autres villes chinoises entre les années 1990 et 2000, à Zhanjiang, elle s'est traduite par une négligence flagrante de l'administration locale envers l'héritage colonial. Dans ce contexte, la recherche historique sur Guangzhouwan n'a pas été jugée prioritaire, et les études portant spécifiquement sur la planification architecturale sont particulièrement rares. Sans la supervision scientifique et professionnelle nécessaire, la perte irréversible du patrimoine colonial urbain semble inévitable. Cependant, l'attachement émotionnel des habitants et des groupes locaux peut devenir un moteur puissant de mobilisation pour la défense et la valorisation de leur propre héritage. Ce lien affectif, ou « émotion patrimoniale »⁴⁶ peut se transformer en une responsabilité partagée. Cette dynamique est particulièrement notable depuis la mise en place des dispositifs de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Chine à partir de 2003, qui ont permis une participation accrue des communautés locales, voire des individus. Ce cadre offre désormais des possibilités concrètes pour lutter contre la dépatrimonialisation menée par les acteurs étatiques⁴⁷.

Fig. 6 Bureau des postes et télégraphies à Fort-Bayard vers 1910





Collection de Joel Montague.

Fig. 7 Les travaux de restauration de l'ancien Bureau de poste de Xiyang sont presque achevés, le 1 mai 2024



© Cai Weizhe

Initiatives de repatrimonialisation par les chercheurs locaux

29 Au sein du cercle des chercheurs de Zhanjiang, composé principalement d'universitaires locaux, de jeunes chercheurs (doctorants et étudiants en master), ainsi que d'amateurs d'histoire de Guangzhouwan, l'année 2011 est considérée comme un jalon important qui officialise les études sur la période coloniale. C'est en effet cette année-là que deux chercheurs de l'Université normale de Lingnan à Zhanjiang se sont rendus aux Archives nationales d'outre-mer à Aix-en-Provence en France, pour collecter des matériaux de première main sur l'histoire de Guangzhouwan, dans le cadre du projet de recherche – « Compilation et recherche sur les archives de Guangzhouwan ».



Ce projet a été soutenu financièrement par le gouvernement de Zhanjiang et approuvé par le maire de l'époque, qui a particulièrement souligné qu' « à cette nouvelle époque, il faut aborder et étudier cette histoire avec une attitude inclusive et ouverte »⁴⁸.

30 Néanmoins, à cette époque, les Archives municipales de Zhanjiang offraient un accès très limité aux documents pertinents en raison de l'absence de traitement et d'organisation des archives (y compris la numérisation), ainsi que de contraintes administratives. Ce manque d'accès aux archives officielles a non seulement entravé la recherche, mais a également retardé la prise de conscience de l'importance du patrimoine colonial dans la région. Face à ces contraintes, en parallèle des universitaires, les jeunes chercheurs locaux se sont regroupés et ont cherché à s'appuyer sur des ressources alternatives telles que des témoignages oraux, et des archives personnelles.

31 Parmi ces initiatives, on trouve la « Correspondance des études de Kouang-Tchéou-Wan » (*Guangzhouwan lishiyanjiu zixun* 广州湾历史研究资讯), créée en 2015 par Wu Ziqi, l'un des auteurs de cet article. Jusqu'en 2023, les membres de ce groupe ont réalisé plus de 200 entretiens avec des témoins chinois et français de cette histoire. En même temps, les travaux réalisés ont été partagés avec le public non seulement *via* les publications scientifiques⁴⁹, mais aussi par les diffusions sur des plateformes de réseaux sociaux. Depuis sa création, le compte WeChat du groupe a publié environ 430 articles, incluant des publications scientifiques, des documents historiques en chinois et en français avec traductions, ainsi que des images, attirant 6 278 abonnés à ce jour (jusqu'en juillet 2024). L'utilisation de réseaux sociaux par les jeunes chercheurs a grandement facilité la diffusion de l'histoire coloniale de Guangzhouwan. Cette stratégie de communication a non seulement permis de sensibiliser un public plus large à l'importance de ce patrimoine, mais elle a également ouvert de nouvelles voies de dialogue et de négociation avec les autorités locales, voire centrales, concernant la gestion du patrimoine⁵⁰.

32 Reprenons l'exemple du Bureau de poste à Xiashan, qui illustre la participation des jeunes chercheurs au processus de repatrimonialisation.

33 Début 2021, Cai, un jeune urbaniste local, a identifié les failles dans le plan de restauration du Bureau de poste de Xiying. Avec l'équipe de la Correspondance des études de Kouang-Tchéou-Wan, il a mené une étude sur le terrain et une recherche historique approfondie sur ce bâtiment. Ils ont également engagé plusieurs dialogues avec les administrations culturelles locales et les experts en patrimoine. En octobre 2021, ils ont renforcé leur démarche en soumettant des propositions écrites aux autorités provinciales. Un article rédigé par Cai, intitulé « Appel à l'attention ! Le péril imminent d'un bâtiment ancien de 120 ans de Guangzhouwan suite à une restauration inappropriée »⁵¹, publié sur le compte WeChat de la « Correspondance des études de Kouang-Tchéou-Wan », a suscité un débat public animé et attiré l'attention de l'Administration Nationale du Patrimoine (*guojia wenwuju* 国家文物局).

34 En réponse, l'administration provinciale a dépêché des experts pour réévaluer le plan et a exigé des modifications. De janvier à juillet 2022, l'équipe de conception a élaboré une nouvelle série de plans de rénovation, intégrant plusieurs suggestions des jeunes chercheurs.

35 Bien que ce cas illustre l'importance cruciale de la mobilisation locale et de l'expertise académique dans le processus de repatrimonialisation des mémoires coloniales, les interventions des chercheurs locaux, en particulier des jeunes chercheurs qui ne bénéficient pas encore d'une reconnaissance officielle pour leur expertise, ne sont pas toujours efficaces. De plus, le succès obtenu *via* les réseaux sociaux est souvent difficile à reproduire, comme le montre leur initiative la plus récente.

À la fin de 2023, ils ont formulé une nouvelle proposition pour les mauvais



traitements observés durant les travaux de restauration du Jardin de la sérénité (*Jingyuan* 静园)⁵² (Cf. Fig. 8). Cependant, deux mois plus tard, la partie principale des travaux de restauration a été rapidement achevée et une section du site a déjà été ouverte au public lors du Nouvel An chinois en 2024 sans prendre en compte aucune de leurs propositions (Cf. Fig.9).

37 En outre, les deux expériences de repatrimonialisation différentes des chercheurs locaux reflètent des stratégies de développement variées adoptées par les autorités locales, chacune avec ses priorités et interprétations des ressources patrimoniales. Le patrimoine bâti de Xiashan a été intégré de manière dispersée dans le tissu urbain du district, tandis que l'héritage architectural de Chikan constitue un quartier historique situé au cœur de la ville. En 2021, le district entier de Chikan a été classé comme « zone modèle du tourisme intégré » (*quanyu lüyou shifanqu* 全域旅游示范区) dans la province du Guangdong, une initiative étatique⁵³ qui transforme toute la région en une zone touristique unifiée en optimisant l'ensemble du territoire. Cette politique vise à stimuler le développement de l'industrie touristique à tous les niveaux. Cependant, cette intégration des ressources patrimoniales, y compris le jardin de la sérénité, semble avoir favorisé des pratiques de restauration inappropriées au nom du développement local.

Fig. 8 Jardin de la sérénité, Chikan avant les travaux de restauration, le 16 février, 2017



© Shanshan Zheng

Fig. 9 Lors des vacances du 1^{er} mai, les travaux de restauration du Jardin de la sérénité seront complètement achevés et le site accueillera les visiteurs, le 31 décembre 2023





© Cai Weizhe

Conclusion

38 Cette étude explore les diverses formes de dépatrimonialisation et de repatrimonialisation des mémoires coloniales dans les districts de Chikan et Xiashan à Zhanjiang, révélant les tensions et négociations inhérentes à la gestion du passé colonial dans le contexte chinois contemporain. Malgré l'intégration de nombreux sites et bâtiments liés à l'ère coloniale française dans les listes des « sites historiques et culturels protégés » depuis les années 1960, cette ville a lutté pour intégrer pleinement ce patrimoine dans sa stratégie de développement urbain. Ce défi est principalement dû à son statut de zone économiquement défavorisée et à une perception ambivalente du gouvernement local qui voit ce patrimoine négativement. La situation locale qui consiste à préserver ses structures historiques, malgré l'urbanisation rapide observée dans d'autres villes chinoises, souligne une forme de conservation passive mais efficace due aux défis économiques. Cependant, le discours patriotique local sur la résistance contre le colonialisme français et les normes de conservation patrimoniale mondiale promues par l'UNESCO coexistent créant une sorte de paradoxe patrimonial. Cette dichotomie entre la valorisation des luttes résistancialistes et anti-impérialistes, d'une part, et la reconnaissance du patrimoine colonial selon les normes internationales, d'autre part, crée un terrain dynamique et complexe pour le processus de patrimonialisation.

39 L'avènement du concept du patrimoine culturel immatériel et son principe de « participation des communautés locales » ont ouvert de nouvelles possibilités pour les acteurs locaux à Zhanjiang de s'engager activement dans la préservation de leurs propres mémoires. Toutefois, ce nouveau dispositif patrimonial peut également exacerber les déséquilibres de pouvoir entre les acteurs étatiques et locaux⁵⁴. Cette étude montre que, sous la gestion des ressources patrimoniales coloniales par les autorités locales, diverses formes de dé-patrimonialisation ont été observées sur le terrain. Dans ce contexte, les initiatives des chercheurs locaux, notamment des jeunes chercheurs, peuvent contrer ou atténuer les effets de dépatrimonialisation grâce aux opportunités offertes par les réseaux sociaux. Cependant, ces efforts ne modifient pas fondamentalement les rapports de pouvoir entre les acteurs impliqués dans l'« arène patrimoniale ». Dans le cas de Guangzhouwan à Zhanjiang, nous constatons que lorsque des tensions et des négociations surgissent entre valeurs économiques et patrimoniales,



la valorisation du patrimoine peut se faire au détriment de sa préservation authentique, en raison des exigences du développement économique aux yeux des décideurs politiques locaux.

40 L'exploration des trajectoires de dépatrimonialisation et de repatrimonialisation à Zhanjiang illustre les défis et les possibilités de réconcilier un passé colonial avec les aspirations contemporaines au développement ; elle enrichit notre compréhension des processus patrimoniaux et souligne les orientations d'une gestion patrimoniale qui oscille entre préservation des mémoires locales et impératifs politiques et économiques. Cette étude invite *in fine* à réfléchir sur le rôle croissant des réseaux sociaux dans la sauvegarde du patrimoine, tout en naviguant entre pressions économiques et politiques étatiques.

Notes

1 Jocelyne Fresnais, *La protection du patrimoine en République populaire de Chine 1949-1999*, Paris, CTHS, 2001 et Liang Zhang, *La naissance du concept de patrimoine en Chine, XIX^e-XX^e siècles*. Paris, Ipraus/Édition Recherches, 2003.

2 Caroline Bodolec, « The Chinese Paper-Cut: from local inventories to the UNESCO Representative list of the intangible cultural heritage of humanity ». *Göttingen Studies in Cultural Property* 6, 2012, p. 249 – 264 et Shanshan Zheng « Religious diversity and patrimonialization. A case study of Nianli Festival in Leizhou Peninsula, China ». *Approaching Religion* 7(1), 2017, p. 21 – 31.

3 En décembre 1985, le Comité Permanent de l'Assemblée Populaire Nationale a donné son aval pour que la Chine adhère à la convention du patrimoine mondial de l'UNESCO. Lors de la 11^e réunion du Comité permanent de la 10^e Assemblée nationale populaire le 24 août 2004, la Chine a décidé de ratifier la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003.

4 Les initiatives de l'État pour la sauvegarde du patrimoine chinois ont été progressivement mises en place depuis la publication des textes réglementaires et l'établissement des listes du patrimoine matériel et immatériel. Ces dispositifs sont organisés selon quatre niveaux (national, provincial, préfectoral et de district), s'inscrivant dans la structure administrative existante. Cet ensemble d'outils administratifs assure des fonctions de gestion et d'orientation opérationnelle pour les projets de protection du patrimoine chinois. Voir Guowuyuan bangongting 国务院办公厅 (Bureau du Conseil des affaires d'État). 2005. « Guowuyuan bangongting guanyu jiaqiang woguo feiwuzhi wenhuayichan baohu gongzuo de yijian 国务院办公厅关于加强我国非物质文化遗产保护工作的意见 » (l'Opinion du Conseil des affaires d'État pour renforcer la sauvegarde du PCI) ; Quanguo renmin daibiao dahui changwu weiyuanhui 全国人民代表大会常务委员会 (Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale), 2011, « Zhonghua renmin gongheguo feiwuzhi wenhua yichan fa 中华人民共和国非物质文化遗产法 » (Loi sur le patrimoine culturel immatériel de la République populaire de Chine) ; *ibid*, 2017, « Zhonghua renmin gongheguo wenwu baohufa 中华人民共和国文物保护法 » (Loi de la protection des biens culturels de la République populaire de Chine).

5 Bingzhong Gao, Juwen Zhang et Bill Long, « The social movement of safeguarding intangible cultural heritage and the end of cultural revolutions in China. *Western Folklore* 76 (2), 2017, p. 167 – 180.

6 John Pendlebury, Yi-Wen Wang & Andrew Law, « Re-using 'uncomfortable heritage': the case of the 1933 building, Shanghai ». *International Journal of Heritage Studies* 24(3), 2018, p. 211–229 et Andrew Law, « The role of history, nostalgia and heritage in the construction and indigenisation of state-led political and economic identities in contemporary China ». In Ludwig, C., Walton L., & Wang, Y. *The heritage turn in China. The reinvention, dissemination and consumption of heritage*. Amsterdam, Amsterdam university press, 2020, p. 215 – 238.

7 Olivier Givre & Madina Regnault, *Patrimonialisations croisées. Jeux d'échelles et enjeux de développement*, Lyon, PUL, 2015 et Bryna Goodman & David Goodman, *Twentieth Century Colonialism and China. Localities, the everyday, and the world*, London, Routledge, 2012.

8 Jan Ifversen & Laura Pozzi, « European Colonial Heritage in Shanghai: Conflicting Practices ». *Heritage & Society* 13(1–2), 2020, p. 143–163.

9 Philipp Demgenski, *Seeking future for the past: space, power and heritage in a Chinese city*,



Michigan: University of Michigan Press, 2024.

10 Maria Gravari-Barbas, Sandra Guinand et Yue Lu, « Les mondes 'exotiques' de Tianjin. Patrimonialisation, mise en tourisme et thématisation des anciennes concessions occidentales en Chine ». *Teoros*. Article en prépublication. [En ligne], le 14 août, 2024, URL : <http://journals.openedition.org/teoros/12297> (consulté le 22 avril 2024).

11 Selon le système de transcription phonétique du chinois de l'EFEO (École Française Extrême-Orient), il est également orthographié Kouang-Tchéou-Wan.

12 Antoine Vannière, *Kouang Tchéou-Wan, colonie clandestine : un territoire à bail français en Chine du Sud (1898-1946)*, Paris, Les Indes Savantes, 2020.

13 L'élaboration de ces listes par l'État a visé à conserver et à mettre en valeur les monuments historiques qui jouent un rôle crucial dans l'identité nationale et culturelle. Cf. Guwuyuan 国务院 (Conseil des affaires d'État), 1961a, « Wenwu baohu guanli zanxing tiaoli 文物保护单位暂行条例 » (Règlement provisoire sur la protection et la gestion des biens culturels) ; 1961b, « Guowuyuan guanyu gongbu diyipi quanguo zhongdian wenwu baohu danwei mingdan de tongzhi 国务院关于公布第一批全国重点文物保护单位名单的通知 » (Circulaire du Conseil des affaires d'État concernant la publication de la première liste des unités de protection du patrimoine culturel d'importance nationale).

14 Lynn Meskell & Christoph Brumann, « Unesco and New World Order », In. Lynn Meskell (dir.), *Global village: A reader*, Chichester/Malden, John Wiley & Sons, 2015, p. 22 – 42.

15 Jean-Louis Tornatore (ed.), *Le patrimoine comme expérience. Implications anthropologiques*. Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2019 et Cyril Isnart & Jean-Louis Tornatore, *Intervention, « Expériences dé-patrimoniales »*. In. Bertrand, R. & Bielawski, M. 2020, *Séminaire dé-patrimonialisation*, le 6 novembre 2020, Université Lumière Lyon 2.

16 Romain Bertrand & Mathilde Bielawski, « Dé-patrimonialisation », *Journal des anthropologues* 170-171, 2022, p. 229 – 232.

17 Ji Guoliang 季国良, *Jindai waiguoren zaihua jianzhu yicun de yichanhua yanjiu 近代外国人在华建筑遗存的遗产化研究 (L'étude de patrimonialisation des architectures étrangère modernes en Chine)*, Nanjing, Dongnan daxue chubanshe, 2016.

18 Chiara Bortolotto, *Le patrimoine culturel immatériel. Enjeux d'une nouvelle catégorie*. Paris, Édition de la Maison des sciences de l'Homme, 2011.

19 Cf. UNESCO, « Directives opérationnelles pour la mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel », Chapitre. III, 2008.

20 WeChat est une application chinoise de messagerie et de réseau social, avec un total de 1,3 milliard d'utilisateurs actif mensuel.

21 Le nom « Xiying » ou « Fort-Bayard » (baiyate cheng), chargé de ces mémoires, a été remplacé par « Xiashan » en 1958.

22 Gaston Caillard, *L'Indochine, géographie, histoire, mise en valeur/Kouang-Tchéou-Wan*, Paris, Edition Notre domaine colonial, p. 137. Gaston Caillard a servi comme administrateur-en-chef de Guangzhouwan de 1912 à 1915.

23 Gouvernement général de l'Indochine, *Rapport au Conseil de Gouvernement général de l'Indochine*, Hanoi-Haiphong, Imprimerie d'Extrême-Orient, 1920, p. 99 ; *ibid.*, 1922, p. 387 – 388.

24 Gaston Caillard, *L'Indochine. Kouang-Tchéou-Wan*, Paris, Edition Notre domaine colonial, 1929, p. 151.

25 Rapport politique et économique du 3^e trimestre 1912, (INDO/GGI/643360, ANOM).

26 Guo Shouhua 郭寿华, *Zhanjiang shizhi 湛江市志*, Taipei, dayazhou chubanshe, 1972, p. 144.

27 En décembre 1949, l'Armée populaire de libération chinoise est entrée à Zhanjiang et a officiellement pris le contrôle de la ville.

28 Guangdongsheng renminzhengfu 广东省人民政府 (Gouvernement du Guangdong), 1953, « Yuedongqu baohu guji wenwu zanxing tiaoli 粤东区保护古迹文物暂行条例 » (Règlement provisoire sur la protection des biens culturels et sites, reliques antiques de la région de l'est du Guangdong).

29 Zhanjiang Wenhua Ju 湛江文化局 (bureau de la culture de Zhanjiang), *Zhanjiang wenhua zhi 湛江文化志 (Chronologie de la culture de Zhanjiang)*. Tianjin, Tianjin guji chubanshe, 1995, p. 309.

30 L'expression « cunjin 寸金 » provient de « yicun heshan yicun jin 一寸河山一寸金 » (chaque



pouce de terre vaut de l'or). Ce pont, érigé par les notables locaux, avait pour but de commémorer la lutte des habitants de Zhanjiang pour expulser l'envahisseur français et célébrer leur victoire finale.

31 ³¹ Le deuxième site classé, connu sous le nom « ancien site du quartier général des forces françaises de Guangzhouwan » dans la liste officielle, est concerné par une mésidentification de fonction et de désignation. Nous aborderons cette question plus en détail dans la deuxième section de l'article.

32 ³² Les six catégories sont : sites historiques et monuments révolutionnaires ; grottes-temples ; édifices anciens et monument historiques ; gravures rupestres ; sites archéologiques ; sépultures anciennes.

33 ³³ Selon le taux de conversion entre le RMB yuan et le franc en 1983, cela représentait environs 21 248 francs.

34 ³⁴ L'Association patriotique catholique porte ce nom en raison de son rôle dans l'alignement des activités de l'Église catholique avec les politiques du Parti communiste chinois. Le terme « patriotique » reflète l'objectif du gouvernement chinois de maintenir un contrôle sur les organisations religieuses, en les intégrant dans le cadre plus large du patriotisme d'État. Sa création en 1957 avait pour but d'établir une Église catholique « indépendante » du Vatican.

35 ³⁵ Selon les entretiens réalisés en avril 2017 chez Li He, ainsi que ses lettres personnelles et les documents qu'il a collectés.

36 ³⁶ Nathalie Heinich, *La fabrique du patrimoine : de la cathédrale à la petite cuillère*. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2009.

37 ³⁷ C'est une notion empruntée aux deux auteurs suivants identifiant un espace politique défini comme « un champ de force où se construit un agir ensemble à partir des ressources patrimoniales ». Voir Jean-Pierre Oliver de Sardan, *Anthropologie et développement. Essais en socio-anthropologie du changement social*. Paris, Karthala, 1995 et Catherine Roth, « Patrimonialisation et reconstruction d'un espace politique : les arènes patrimoniales », *La patrimonialisation, et après ? Actes de Séminaire Mémoires urbaines et présent des villes*, Université Lumière-Lyon 2, p. 16, le 29 avril, 2003.

38 ³⁸ Florence Graezer-Bideau, « The social life of heritage-making. Cultural representations and frictions », In. Ludwig, C., Walton L., & Wang, Y. *The heritage turn in China. The reinvention, dissemination and consumption of heritage*, Amsterdam, Amsterdam University press, 2020, p. 39 - 68 et Andrew Law, « The role of history, nostalgia and heritage in the construction and indigenization of state-led political and economic identities in contemporary China », *Ibid.*, p. 215 - 238.

39 ³⁹ Selon les entretiens menés par Wu Ziqi, Li Yizhen, He siwei et He Xiaoting en 2014 et 2017 à Zhanjiang.

40 ⁴⁰ Vincent Veschambre, *Traces et mémoires urbaines. Enjeux sociaux de la patrimonialisation et démolition*. Rennes, PUR 2008, p. 15.

41 ⁴¹ Cai Weizhe 蔡为哲 & Feng Jiang 冯江, « Guangzhouwan fajun zhihuibu jiuzhi xinkao 广州湾法军指挥部旧址新考 » (Research on the "Former French Army Command of Kouan-Tchéou-Wan). *Huazhong Jianzhu 华中建筑 (Huazhong Architecture)*5, 2021, p. 86 - 90.

42 ⁴² *Ibid.*

43 ⁴³ Selon les entretiens menés via WeChat avec Cai (né en 1995), un urbaniste local dont le mémoire de master en histoire de l'architecture porte sur les architectures de Fort-Bayard à Guangzhouwan, les 31 avril et 1 mai 2024.

44 ⁴⁴ *Ibid.*

45 ⁴⁵ Cf. Article 21, Quanguo renmin daibiao dahui changwu weiyuanhui 全国人民代表大会常务委员会 (Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale), 2017. « Zhonghua renmin gongheguo wenwu baohufa 中华人民共和国文物保护法 » (Loi de la protection des biens culturels de la République populaire de Chine).

46 ⁴⁶ Daniel Fabre, *Émotions patrimoniales*. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2013 et Nathalie Heinich (ed.). *Notre-Dame des valeurs. Retour sur une émotion patrimoniale*. Paris, PUF, 2024.

47 ⁴⁷ Shanshan Zheng, « Religious diversity and patrimonialization. A case study of Nianli Festival in Leizhou Peninsula, China », *Approaching Religion* 7(1), 2017, p. 21-31 et Shanshan Zheng, Thèse de doctorat en anthropologie. *La patrimonialisation de la religion populaire en Chine. Étude de cas de la fête de Nianli à Zhanjiang*, soutenue le 26 juin 2024 sous la direction de Lionel Obadia, Université Lumière Lyon 2.



48 48 Long Ming 龙鸣, « Guangzhouwan dangan huiguiji 广州湾档案回归记 » (Le retour des archives de Guangzhouwan), compte WeChat de l'institut d'étude de la culture leiyang 雷阳文化研究所微信公众号, [En ligne], le 5 avril, 2022, URL : <https://mp.weixin.qq.com/s/qfvRaoe5PgRqgpyQQ1TJ3w>, consulté le 18 septembre 2024.

49 49 Wu Ziqi 吴子祺 (ed.), Koushu guangzhouwan : jindai zujiedi de duoyuan xushi 口述广州湾：近代租借地的多元叙事 (Histoire orale de Guangzhouwan : Un territoire aux narrations plurielles). Pékin: Shehui kexue wenxian chubanshe, 2023.

50 50 Shanshan Zheng, « Safeguarding food heritage through social media? Between heritagization and commercialization ». *International journal of gastronomy and food science* 31. [En ligne], 31st March, 2023, URL: <https://doi.org/10.1016/j.ijgfs.2023.100678>.

51 51 Cai Weizhe 蔡为哲, « huyu guangzhu! budang xiushan zhong de guangzhouwan yibaishinian gujianzhu weizaidanxi 呼吁关注！不当修缮中的广州湾120年古建筑危在旦夕 », [En ligne], 18 octobre 2021, <https://mp.weixin.qq.com/s/ENwQcHoRmQvsQG1Q1lD9CQ> (consulté le 18 septembre 2024).

52 52 Ce bâtiment, construit en 1926, était la résidence de Chen Sijing (1878-1940), ancien président de la chambre de commerce de Guangzhouwan. Il a été classé en 2015 parmi les « sites historiques et culturels protégés » de la ville de Zhanjiang.

53 53 Cf. Guowuyuan bangongting 国务院办公厅 (Bureau du Conseil des affaires d'État), 2018. « Guowuyuan bangongting guanyu cunjīn quanyu lüyou fazhan de zhidao yijian 国务院办公厅关于促进全域旅游发展的指导意见 (Les opinions directives du Bureau du Conseil des affaires d'État concernant le développement du tourisme intégré).

54 54 Shanshan Zheng, « The heritagisation of rituals: commodification and transmission. A case study of Nianli Festival in Zhanjiang, China ». *Études mongoles et sibériennes, centrasiatiques et tibétaines* 54. [En ligne], 6th June 2023, URL: <http://journals.openedition.org/emscat/6109>.

Table des illustrations



	Titre	Carte 1. Localisation de la ville-préfecture de Zhanjiang, ©d-map (Adaptation : Shanshan Zheng)
	Crédits	Adaptation Shanshan Zheng
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-1.png
	Fichier	image/png, 242k
	Titre	Carte 2. Territoire à bail de Kouang-Tchéou-Wan (1898-1946). Dressé par le Service géographique de l'Indo-Chine, 1908.
	Crédits	Source : gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France (Adaptation : Shanshan Zheng).
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-2.jpg
	Fichier	image/jpeg, 311k
	Titre	Fig.1 Vue d'une rue à Fort-Bayard dans les années 1930
	Crédits	Collection de Joel Montague.
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-3.png
	Fichier	image/png, 1,2M
	Titre	Fig. 2 Les structures commerciales au port de Chikan, dans les années 1920
	Crédits	Collection de Antoine Vannière.
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-4.jpg
	Fichier	image/jpeg, 157k
	Titre	Fig. 3, Photo commémorative de l'inauguration de la chambre de commerce de Guangzhouwan, 1925
	Crédits	Revue décadaire des faits commerciaux de la chambre de commerce de Kouang-Tchéou-Wan, 1929.
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-5.jpg
	Fichier	image/jpeg, 134k
	Titre	Fig. 4 L'église de Notre-Dame des victoires, 1910
	Crédits	Source : drouot.com
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-6.jpg
	Fichier	image/jpeg, 96k
	Titre	Carte 3 Localisation de deux bâtiments sur les cartes de 1928
	Crédits	(à gauche, © Cai Weizhe) et de 2024 (à droite, © Google map, adaptation : Cai Weizhe)
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-7.png
	Fichier	image/png, 828k
	Titre	Fig.5 Bureaux du territoire à Fort-Bayard dans les années 1920
	Crédits	Collection de Antoine Vannière
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-8.png
	Fichier	image/png, 962k
	Titre	Fig. 6 Bureau des postes et télégraphies à Fort-Bayard vers 1910
	Crédits	Collection de Joel Montague.
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-9.jpg
	Fichier	image/jpeg, 267k
	Titre	Fig. 7 Les travaux de restauration de l'ancien Bureau de poste de Xiying sont presque achevés, le 1 mai 2024
	Crédits	© Cai Weizhe
	URL	http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-10.png
	Fichier	image/png, 771k





Titre Fig. 8 Jardin de la sérénité, Chikan avant les travaux de restauration, le 16 février, 2017

Crédits © Shanshan Zheng

URL <http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-11.jpg>

Fichier image/jpeg, 165k



Titre Fig. 9 Lors des vacances du 1^{er} mai, les travaux de restauration du Jardin de la sérénité seront complètement achevés et le site accueillera les visiteurs, le 31 décembre 2023

Crédits © Cai Weizhe

URL <http://journals.openedition.org/rhc/docannexe/image/13512/img-12.jpg>

Fichier image/jpeg, 125k

Pour citer cet article

Référence électronique

Shanshan Zheng et Ziqi Wu, « Dépatrimonialisation et repatrimonialisation des mémoires coloniales locales », *Revue d'histoire culturelle* [En ligne], 9 | 2024, mis en ligne le 01 novembre 2024, consulté le 20 janvier 2025. URL : <http://journals.openedition.org/rhc/13512> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/13212>

Auteurs

Shanshan Zheng

Docteure en anthropologie à l'Université Lumière Lyon 2, LARHRA (UMR 5190)zhengshanshan0615@hotmail.com

Ziqi Wu

Doctorant en histoire et civilisation, École des Hautes Études en Sciences Sociales, CCJ-CEMC (UMR 8173) ziqi.wu@ehess.fr

Droits d'auteur



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

